



**Conseil d'administration
de l'entité des Nations Unies
pour l'égalité des sexes
et l'autonomisation
des femmes**

Distr. générale
21 mai 2018

Version originale : arabe/
chinois/anglais/français/
russe/espagnol

Session annuelle de 2018

19 et 20 juin 2018

Point 2 de l'ordre du jour provisoire

Questions d'organisation

**Rapport annuel de la Secrétaire générale adjointe/Directrice
exécutive sur le plan stratégique, 2014-2017**

Résumé

Le présent rapport présente une vue d'ensemble des résultats obtenus en 2017, la dernière année de mise en œuvre du plan stratégique 2014-2017 d'ONU-Femmes, et rend compte des progrès réalisés sur l'ensemble du cycle de quatre ans. Ce rapport évalue également les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la résolution n° 71/243 de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (QCPR).

En se basant sur l'analyse de chaque résultat de développement, de l'efficacité organisationnelle et de l'efficacité des réalisations, ONU-Femmes a atteint la majorité des objectifs indiqués dans ses cadres de résultats. Les connaissances et les enseignements tirés de ces quatre dernières années ont contribué à l'élaboration du plan stratégique 2018-2021.

Un projet de décision est inclus dans la section V.

I. Introduction

1. Au cours de l'année 2017, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles a attiré une attention mondiale sans précédent, ce qui a permis des progrès importants dans plusieurs domaines. Le mouvement # MeToo a conduit un nombre impressionnant de femmes à faire entendre leur voix à propos du harcèlement sexuel, de la violence et des abus dans de nombreux médias, les milieux politiques, au sein des entreprises et dans leurs communautés. Certains pays ont continué de renforcer les lois visant à éliminer la violence contre les femmes et les pratiques néfastes. Les conclusions convenues de la 61^e session de la Commission de la condition de la femme ont établi des engagements novateurs visant à éliminer les obstacles à l'autonomisation des femmes dans le monde du travail.

2. Malgré cette évolution, les femmes continuent d'être fortement sous-représentées aux postes de direction et de prise de décisions dans tous les domaines, des écarts entre les sexes subsistent dans l'économie, et la violence contre les femmes persiste à des niveaux alarmants. L'action des organisations de femmes pour la promotion de l'égalité des sexes est entravée par des coupes budgétaires, l'absence d'un environnement sûr et propice et le ciblage des défenseurs des droits humains des femmes. L'insécurité croissante, les déplacements de population et les impacts néfastes du changement climatique risquent également de compromettre les progrès vers l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Les défis sont particulièrement graves pour celles qui font face à de multiples formes de discrimination et qui sont les plus à risque d'être laissées pour compte.

3. Dans ce contexte, 2017 a été une année de consolidation et de croissance pour ONU-Femmes. Ce rapport final des progrès du plan stratégique 2014-2017 décrit les importants résultats obtenus depuis 2014, qui reflètent la capacité croissante d'ONU-Femmes à tirer parti de son triple mandat, son expertise, ses partenariats et sa base de données pour faire avancer la cause des femmes et des filles. Cette capacité positionne ONU-Femmes stratégiquement dans le contexte des discussions en cours visant à repositionner le système de développement des Nations Unies pour aider à améliorer les résultats systémiques pour les femmes et les filles.

4. ONU-Femmes a contribué de manière significative à renforcer les normes et les règles mondiales et à les traduire en action au niveau des pays. Les programmes phares ont précisé l'orientation programmatique d'ONU-Femmes, ont fourni un cadre commun pour la collaboration à l'échelle nationale et ont soutenu les efforts de mobilisation des ressources. Le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies est devenu un modèle de référence, renforçant les responsabilités en matière d'engagements pour l'égalité des sexes et améliorant la parité hommes-femmes de l'ensemble du système des Nations Unies. Tous ces efforts ont été soutenus par l'engagement d'ONU-Femmes à atteindre les femmes et les filles qui sont le plus à risque d'être laissées pour compte.

5. Au cours des quatre dernières années, ONU-Femmes a démontré qu'elle était capable d'offrir des programmes de transformation efficaces et ayant un réel impact. ONU-Femmes a déployé plusieurs processus d'amélioration de ses opérations, y compris un ensemble de systèmes informatiques de gestion des programmes visant à améliorer la prévision, la planification, la surveillance et la production de rapports.

En 2017, ONU-Femmes a enregistré ses revenus totaux les plus élevés depuis sa création.

6. Ces résultats et les leçons apprises, ainsi qu'un vaste processus de consultation, ont éclairé l'élaboration du nouveau plan stratégique 2018-2021, qui a été adopté par le Conseil d'administration en 2017. Ce nouveau plan stratégique continue à soutenir la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing, est conforme à l'Agenda 2030 pour le développement durable, dispose de feuilles de route claires qui s'appuient sur les théories du changement, et exploite pleinement la capacité unique d'ONU-Femmes à catalyser l'action, réunir des partenaires, mobiliser et plaider pour le changement et aider à la mobilisation de ressources pour améliorer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Le chapitre commun avec le PNUD, l'UNICEF et le FNUAP fournit une base importante pour accroître la cohérence et l'action commune.

EN BREF

Depuis 2014, ONU-Femmes a contribué, en collaboration avec ses partenaires, aux résultats suivants :

- 17 processus de réforme constitutionnelle soutenus.
- 41 pays, représentant une population féminine combinée de plus de 2 milliards de personnes, ont adopté des cadres politiques pour l'autonomisation économique des femmes.
- 52 pays, totalisant une population féminine de plus de 1,5 milliard de personnes, ont renforcé leur législation pour combattre la violence à l'égard des femmes et des filles.
- 43 pays, représentant une population féminine combinée de plus de 1,48 milliard de personnes, ont augmenté les ressources budgétaires allouées à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.
- 1 012 entreprises ont signé des Plans d'autonomisation des femmes.
- Plus de 7,5 millions de médecins ont pu accéder à des connaissances spécialisées sur le site endVAWnow.org.
- Plus de 300 officiers militaires féminins ont suivi des cours de formation soutenus par ONU-Femmes avant leur déploiement dans des opérations de paix.
- 71 experts ont été déployés pour contribuer à des enquêtes sur la violence sexuelle et sexiste, y compris celles des autorités nationales et de la Cour pénale internationale.
- Dans 55 pays, les fonctionnaires des organes nationaux de coordination sur le sida ont augmenté leurs capacités pour l'intégration hommes-femmes dans le cadre de la lutte contre le VIH.
- Le déploiement d'expertise en égalité des sexes lors de crises humanitaires a été multiplié par cinq.
- Une participation moyenne annuelle de 2 500 agents et de plus de 3 700 représentants de la société civile à l'occasion du CSW.
- Une augmentation de 640 000 des abonnés aux médias sociaux en 2014, qui ont atteint 6,5 millions en 2017.
- 114 018 personnes formées par le Centre de formation, 24 545 personnes qui ont suivi le cours intitulé Je connais le genre.

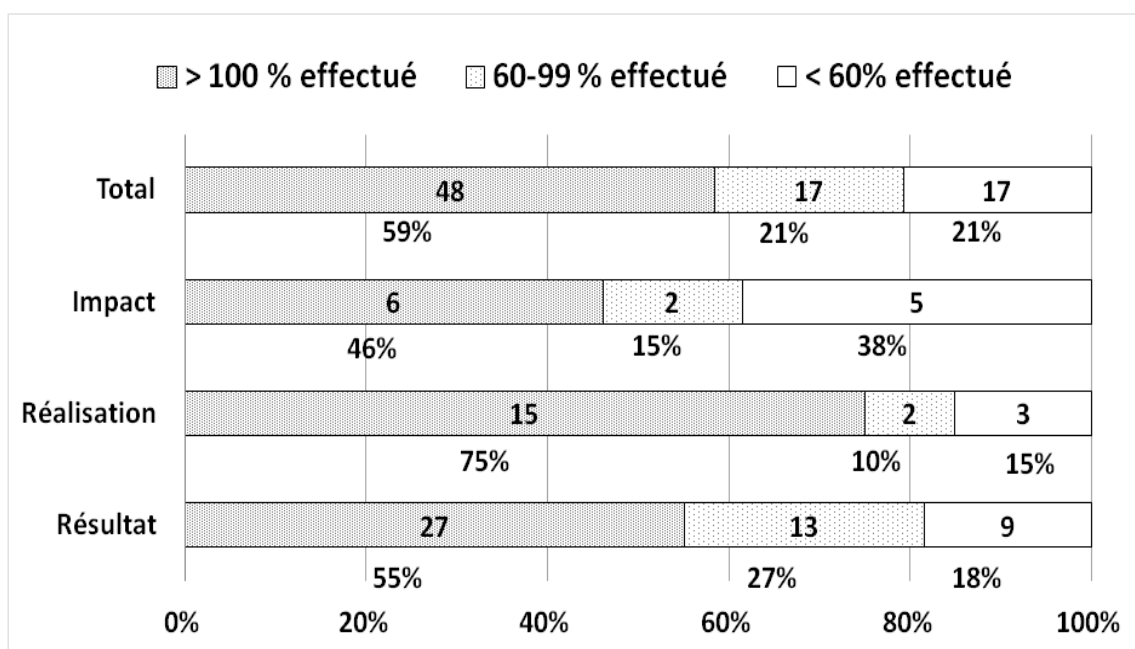
Rien qu'en 2017, les résultats suivants ont été obtenus :

- 27 lois modifiées ou réformées dans 17 pays, représentant une population féminine combinée de près de 164 millions de personnes.
- Près de 7 000 femmes leaders, candidates potentielles et élues dans 32 pays avec des capacités renforcées.
- 121 000 femmes et filles en situation de crise aidées dans 31 pays.
- Autonomisation économique et services de subsistance offerts à plus de 35 000 femmes et filles en situation de crise humanitaire.
- 59 espaces sûrs et 67 centres polyvalents gérés dans le cadre de programmes humanitaires.
- 70 % des PNUAD présentent des résultats spécifiques en matière d'égalité des sexes.

II. Évaluation des résultats en termes de développement

7. Entre 2014 et 2017, ONU-Femmes a mis en œuvre des programmes dans un total de 132 pays. À la fin de la période du plan stratégique, les résultats d'ONU-Femmes par rapport aux objectifs sont positifs : 80 % des objectifs ont été pleinement ou en grande partie atteints (Figure 1).

Figure 1.
Réalisation des objectifs du plan stratégique



8. Il est à noter que cette performance correspond assez étroitement au niveau des financements, l'écart de financement atteignant presque 20 % par rapport aux objectifs budgétaires intégrés pour 2014-2017.

9. Avec seulement trois objectifs au-dessous de 60 %, la performance est particulièrement bonne au niveau des résultats. Des progrès significatifs ont été accomplis au niveau des réalisations au cours de la période 2014-2017, neuf objectifs

supplémentaires ayant été pleinement atteints ou atteignant au moins 60 % rien qu'en 2017.

10. Une analyse des indicateurs au-dessous de 60 % a montré qu'il n'y a pas d'explication unique à leurs sous-performances, mais qu'une combinaison de facteurs est en jeu, y compris la fixation d'objectifs ambitieux, la présence de contraintes de financement, la formulation d'indicateurs imprécis compromettant la rédaction des rapports, un manque de données et l'absence d'établissement de priorités pour des réalisations spécifiques par les bureaux extérieurs. Néanmoins, les mauvaises performances au niveau des réalisations ne se sont pas toujours traduites par des écarts au niveau des résultats et des impacts, et reflètent davantage des écarts sporadiques que des problèmes systémiques dans la structure des résultats d'ONU-Femmes.

11. En se fondant sur cette analyse, ONU-Femmes a encore renforcé la chaîne de résultats dans son nouveau cadre intégré des résultats et des ressources 2018-2021, développé des théories du changement pour chaque réalisation, et fourni davantage de précisions au niveau de l'attribution des résultats. Dans le cadre du nouveau plan stratégique, il sera essentiel pour ONU-Femmes de poursuivre son travail de définition des résultats, y compris des résultats atteints en collaboration avec le reste du système des Nations Unies.

12. L'analyse des domaines d'impact ci-dessous présente les résultats pour la période 2014-2017 avec des exemples précis pour l'année 2017.

A. **Domaine d'impact 1 : leadership et participation des femmes aux processus décisionnels à tous les niveaux**

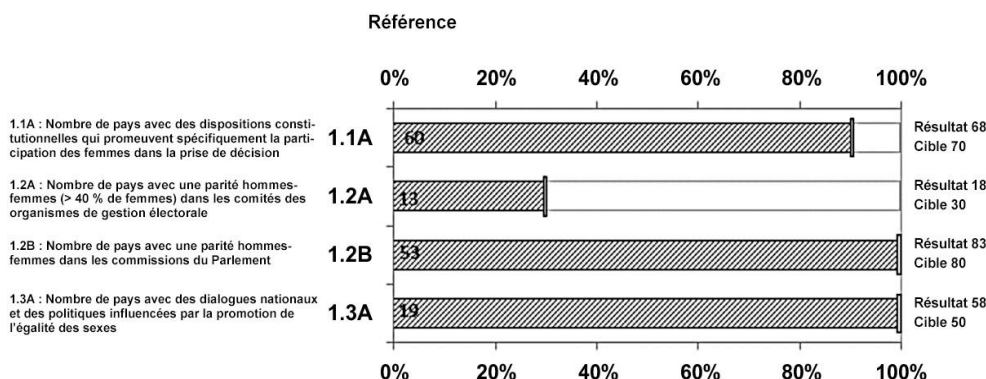
De 2014 à 2017, dans ce domaine d'impact :



13. Au cours du plan stratégique 2014-2017, ONU-Femmes a accompli des progrès importants pour accroître le leadership des femmes et leur participation politique, en contribuant aux réformes législatives et constitutionnelles pour l'égalité des sexes, en soutenant la participation des femmes à la politique et l'augmentation de la représentation des femmes dans les parlements nationaux et les gouvernements locaux, et en soutenant les institutions politiques favorables à l'égalité des sexes (Figure 2)¹.

¹ Le Fonds pour l'égalité des sexes agit également dans ce domaine d'impact, ainsi que dans le domaine d'impact 2. Se reporter à l'Annexe 4 pour plus de détails.

Figure 2.



14. Au total, ONU-Femmes a contribué à 17 réformes constitutionnelles entre 2014 et 2017. En 2017, ONU-Femmes a travaillé au Népal pour la mise en œuvre effective des dispositions constitutionnelles relatives à la participation politique des femmes, ce qui s'est traduit par l'élection de 14 000 femmes au niveau local. En Géorgie, ONU-Femmes a appuyé des réformes constitutionnelles visant à fournir des garanties pour l'égalité des sexes, y compris des mesures spéciales sur la représentation des femmes. El Salvador, le Honduras, le Guatemala et Trinité-et-Tobago ont adopté des réformes juridiques pour éliminer le mariage des enfants en 2017, avec l'appui d'ONU-Femmes.

15. ONU-Femmes a travaillé en étroite collaboration avec les parlements dans le monde entier pour l'établissement de comités pour l'égalité des sexes dans 83 pays. Quarante-huit parlements ont approuvé une législation tenant compte de la problématique hommes-femmes avec l'appui d'ONU-Femmes. En Haïti, ONU-Femmes a soutenu le Parlement en 2017 afin de développer une stratégie d'égalité entre les sexes comprenant un engagement formel de prévention de la violence contre les femmes lors d'élections. Au Niger, le soutien d'ONU-Femmes a permis l'engagement de 121 parlementaires, les conduisant à réaliser un travail de sensibilisation d'environ 100 000 femmes sur la violence sexiste et à établir une unité spécialisée dans les problèmes d'égalité des sexes au sein du Parlement.

16. Grâce à l'appui d'ONU-Femmes en 2017, en coordination avec ses partenaires de l'ONU, les conseils de 18 des organismes de gestion électorale nationaux ont atteint des effectifs de 40 % de femmes ou plus. Plus de 50 % des pays bénéficiaires de l'assistance électorale des Nations unies ont adopté des réformes visant à promouvoir la participation politique des femmes. Le soutien d'ONU-Femmes a conduit le Tribunal électoral bolivien à adopter une politique en faveur de l'égalité des sexes, s'engageant à mettre en place des processus électoraux favorisant la parité hommes-femmes afin d'accroître la participation des femmes en tant qu'électrices, candidates et responsables électoraux. En RDC, ONU-Femmes a appuyé la commission électorale afin d'augmenter le nombre de femmes électrices inscrites, conduisant à l'inscription d'environ 46 % des femmes électrices.

17. Dans le cadre du programme phare sur l'autonomisation politique des femmes, ONU-Femmes a renforcé la capacité de près de 7 000 candidates potentielles et leaders femmes élues en 2017. En Algérie, le renforcement des capacités des femmes

candidates aux élections locales de 2017 a contribué à accroître la représentation des femmes dans les assemblées locales et les gouvernorats : 600 femmes de plus ont été élues au niveau des gouvernorats. Au Kenya, ONU-Femmes a formé plus de 400 candidates potentielles et 149 candidates désignées, contribuant à l'élection de trois femmes gouverneurs et trois femmes sénatrices pour la première fois.

18. Entre 2014 et 2017, avec le soutien d'ONU-Femmes, les défenseurs de l'égalité des sexes ont influencé les débats nationaux et les politiques de 58 pays. Au Cameroun, ONU-Femmes a organisé une coalition pour promouvoir la représentation des femmes dans l'élection de 2018, ce qui a permis la création d'une inscription des électeurs favorable à l'égalité des sexes. Dans les Îles Salomon, ONU-Femmes a soutenu une coalition d'organisations de femmes visant à obtenir un soutien politique pour des politiques provinciales en faveur de l'égalité des sexes et des sièges réservés.

19. ONU-Femmes a travaillé en étroite collaboration avec les partenaires des Nations Unies dans ce domaine, principalement avec le Département des affaires politiques, y compris dans le cadre d'un mécanisme de coordination interinstitutions sur l'assistance électorale. Le PNUD continue d'être un partenaire clé dans le cadre de plusieurs projets et initiatives en commun, ainsi que de supports de connaissances partagés, y compris le portail d'iKNOW Politics, développé en partenariat avec IDEA et l'Union interparlementaire.

20. Réaliser la parité hommes-femmes en politique est un processus à long terme qui nécessite des efforts pour empêcher les retours en arrière. Des cadres juridiques défavorables et l'augmentation de la violence contre les femmes en politique sont des défis constants qu'ONU-Femmes a intégrés dans son nouveau plan stratégique. Celui-ci reconnaît également les synergies entre la participation politique des femmes et leur accession à des postes de direction, l'accès des femmes à la justice et la planification et budgétisation en faveur de l'égalité des sexes en les regroupant sous un résultat unique.

Accès des femmes à la justice

Bien que l'accès à la justice n'ait pas été explicitement inclus dans le plan stratégique 2014-2017, l'importance de ce domaine de travail pour éliminer la discrimination à l'encontre des femmes lui a fait prendre une importance croissante dans le travail d'ONU-Femmes depuis 2014. En conséquence, le nouveau plan stratégique comprend un résultat spécifique sur la question et une initiative de programmation phare a été lancée.

En 2017, ONU-Femmes a soutenu la Bolivie, qui commence à élaborer de nouveaux codes de la famille, civil et pénal, a aidé plus de 1 000 femmes à recevoir l'aide juridique en Ouganda et a soutenu le gouvernement du Vietnam à réaliser une enquête visant à évaluer comment le système de justice est perçu par les femmes. ONU-Femmes a lancé une « boîte à outils du praticien sur la programmation de l'accès des femmes à la justice » avec le PNUD, l'ONUDC et le HCDH à l'appui des ODD 16.

B. Domaines d'impact 2 : les femmes, notamment les plus pauvres et les plus exclues, accèdent à l'autonomie économique et bénéficient du développement

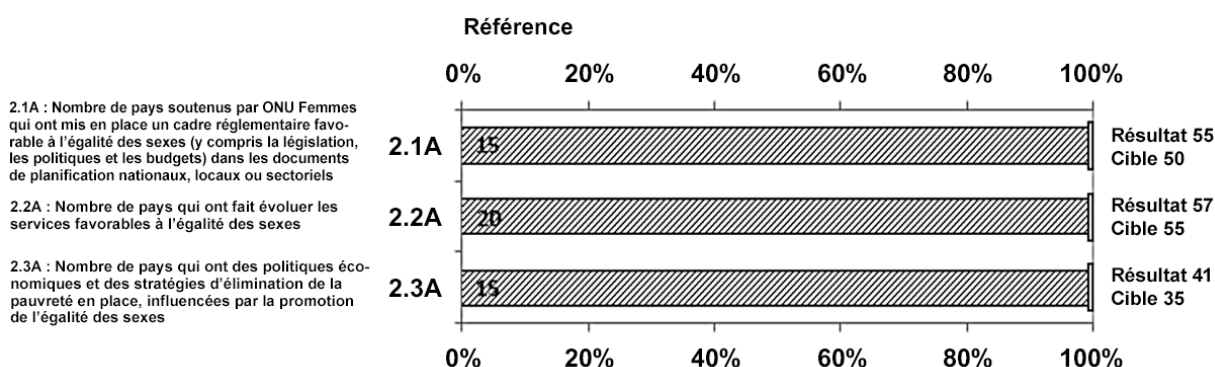
De 2014 à 2017, dans ce domaine d'impact :



Contribue aux ODD ci-dessus

21. Au cours de la période 2014-2017, ONU-Femmes a contribué substantiellement à l'autonomisation économique des femmes, dépassant tous les objectifs au niveau des résultats (Figure 3). Principales réalisations : l'adoption de cadres nationaux pour l'autonomisation économique des femmes, une amélioration de leurs moyens d'existence et le soutien aux défenseurs de l'égalité des sexes afin d'influencer les stratégies et les politiques nationales.

Figure 3.



22. Le soutien d'ONU-Femmes a été déterminant lors de l'adoption ou la mise en œuvre de plans nationaux, de politiques, de stratégies et de lois visant à promouvoir l'autonomisation économique des femmes dans 55 pays. En 2017, avec le soutien d'ONU-Femmes, le Bureau central des statistiques du Soudan a généré des données ventilées par sexe pour la Stratégie nationale de réduction de la pauvreté. ONU-Femmes, en partenariat avec la Banque africaine de développement, a contribué à l'adoption de réglementations visant à promouvoir les droits des travailleurs domestiques à Cabo Verde.

23. Rien qu'en 2017, ONU-Femmes a contribué à l'extension et la prestation de services aux femmes dans 57 pays, y compris l'aide sociale et les services d'aide à l'emploi, et le perfectionnement des compétences et des opportunités d'entrepreneuriat des femmes dans 36 pays. Conformément à son engagement de ne

laisser personne pour compte, ONU-Femmes a travaillé avec des partenaires au Guatemala à l'amélioration des connaissances de 1 650 femmes autochtones des régions rurales dans les domaines de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, et de l'entrepreneuriat, afin d'améliorer la production agricole et l'accès aux marchés des femmes. En Géorgie, ONU-Femmes a accordé des subventions aux moyens de subsistance et pour le développement des capacités à l'entrepreneuriat à près de 2 500 femmes touchées par des conflits ou déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

24. ONU Femmes a renforcé la capacité des défenseurs de l'égalité des sexes à influencer les politiques économiques et les stratégies d'éradication de la pauvreté dans 41 pays au cours du plan stratégique. En 2017, au Brésil, les efforts de plaidoyer menés par la Fédération nationale des travailleurs domestiques avec ONU Femmes ont été cruciaux pour la ratification de la Convention 189 de l'OIT sur les travailleurs domestiques, qui étend les droits du travail aux 7 millions de travailleurs domestiques brésiliens, dont la plupart sont des femmes. Au Timor-Leste, les efforts de plaidoyer d'ONU Femmes auprès de la société civile ont contribué à l'adoption d'une nouvelle loi renforçant les droits des femmes à posséder des terres et des biens.

25. L'approche d'ONU Femmes pour une agriculture intelligente sur le plan climatique développée dans son programme phare a été approuvée par d'autres agences des Nations Unies dans le cadre de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel 2018-2022. L'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et l'action en faveur du climat figurent parmi les domaines prioritaires de mise en œuvre de la stratégie.

26. Les agences basées à Rome, la FAO, le FIDA et le PAM, ont été des partenaires clés d'ONU Femmes dans ce domaine d'impact. ONU Femmes a également renforcé son partenariat avec les institutions financières internationales, en particulier la Banque mondiale et les banques régionales de développement. Une collaboration étroite avec des institutions spécialisées telles que l'OIT a joué un rôle déterminant, notamment en appuyant un programme normatif renforcé et sa mise en œuvre pour un travail décent et une protection sociale.

27. Depuis 2014 et conformément à l'évaluation de ce domaine d'impact, ONU Femmes a réorienté son travail, pour travailler principalement non plus sur des interventions à petite échelle, mais sur des plaidoyers, des réformes et une mise en œuvre des politiques plus systémiques, ce qui a accéléré les progrès au niveau des résultats. Le nouveau plan stratégique met l'accent sur trois domaines dans lesquels ONU Femmes dispose d'un avantage comparatif : les politiques relatives au travail décent et à la protection sociale, la promotion de l'entrepreneuriat féminin et l'engagement des femmes dans une agriculture résiliente face aux changements climatiques.

C. Domaine d'impact 3 : éradiquer la violence à l'égard des femmes et des filles

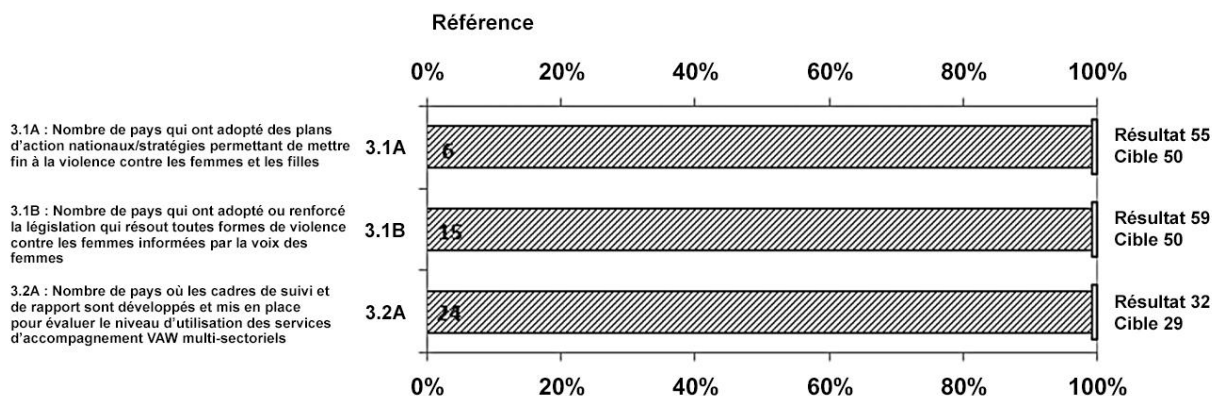
De 2014 à 2017 dans ce domaine d'impact :



Contribue aux ODD ci-dessus

28. ONU Femmes a atteint tous ses objectifs en matière de lutte contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles en renforçant la législation et les politiques, en améliorant les services de qualité pour les survivantes, en modifiant les politiques pour mieux tenir compte des normes sociales et en empêchant la violence à l'égard des femmes dans des espaces privés et publics (Figure 4)².

Figure 4.



29. En 2017, 21 pays soutenus par ONU Femmes ont renforcé la législation nationale pour prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes, tandis que 12 pays ont adopté des stratégies et des plans d'action nationaux. En Tunisie, ONU Femmes a soutenu le plaidoyer de la société civile en faveur de l'adoption d'une loi globale de lutte contre la violence à l'égard des femmes. ONU Femmes a également soutenu la

² Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies à l'appui de la lutte contre la violence à l'égard des femmes contribue également à ce domaine d'impact. Se reporter à l'Annexe 4.

Tunisie, la Jordanie et le Liban en abrogeant les lois sur le viol qui exemptaient les auteurs de poursuites et de sanctions s'ils épousaient leurs victimes.

30. ONU Femmes a obtenu que le gouvernement, les ONG et les donateurs s'engagent à accroître la disponibilité des refuges en Éthiopie, y compris dans les communautés isolées. Aux îles Fidji, ONU Femmes s'est associée à Oceania Rugby pour offrir à plus de 2 000 filles et garçons l'occasion, par le sport, d'apprendre à empêcher la violence à l'égard des femmes et des filles. Conformément à son engagement de n'exclure personne, ONU Femmes a soutenu la prestation de services aux femmes et aux filles victimes de violence, en mettant l'accent sur les femmes handicapées.

31. Lors de la toute première réunion mondiale des maires sur l'égalité des sexes, 12 conseils municipaux ont renforcé leurs engagements à lutter contre le harcèlement sexuel dans les espaces publics dans le cadre de villes sûres. Aux Philippines, les bonnes pratiques du programme Quezon Safe Cities ont été partagées avec 16 autres villes de la région métropolitaine de Manille pour soutenir l'extension de l'initiative.

32. Afin de mettre fin à la violence à l'égard des femmes, ONU Femmes s'est attachée en particulier à travailler en partenariat avec d'autres agences des Nations Unies pour exploiter au mieux les expertises et les ressources. Grâce au Programme mondial conjoint sur les services essentiels pour les femmes et les filles victimes de violence, ONU Femmes, en partenariat avec l'ONU DC, le PNUD, le FNUAP et l'OMS, a dirigé la formulation de directives pour les secteurs de la santé, de la justice et des services sociaux.

33. S'appuyant sur les initiatives du programme phare existant, ONU Femmes est devenue un partenaire fondateur de la « Spotlight Initiative », un partenariat entre les Nations Unies et l'Union européenne, qui fournira des investissements de grande envergure facilitant une approche globale visant à mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles, en s'attachant à ne laisser personne de côté. En tant que fonds modèle pour les objectifs de développement durable, l'initiative, qui rassemble le PNUD, le FNUAP et ONU Femmes, reflète une approche novatrice destinée à catalyser une meilleure réponse des Nations Unies.

34. Il faut non seulement renforcer les services offerts aux victimes, mais aussi prévenir la violence à l'égard des femmes et des filles avant qu'elle ne se produise dans les espaces privés et publics, notamment en transformant les normes sociales discriminatoires. Le plan stratégique 2018-2021 reflète ces leçons.

D. Domaine d'impact 4 : le leadership et la participation des femmes sont déterminants pour la paix, la sécurité et l'action humanitaire

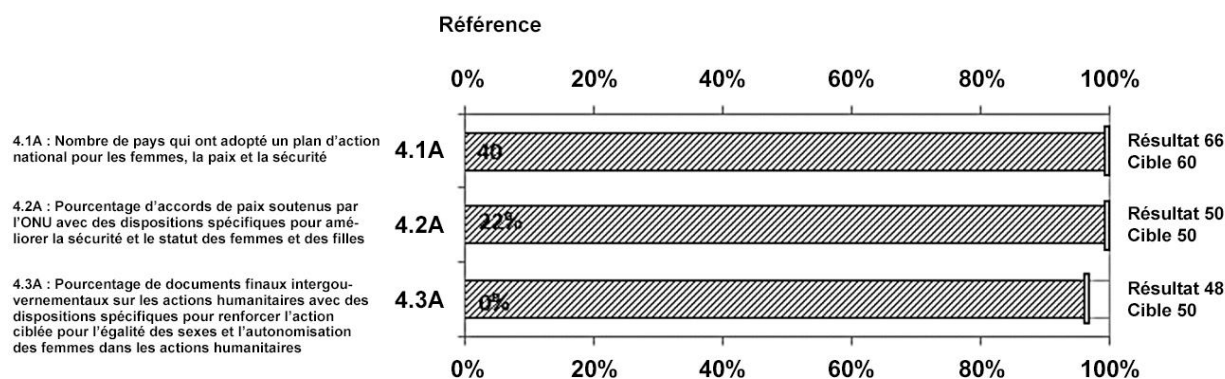
De 2014 à 2017 dans ce domaine d'impact :



Contribue aux ODD ci-dessus

35. ONU Femmes a accompli des progrès significatifs pour garantir la participation et le leadership des femmes dans des actions en faveur de la paix, de la sécurité et dans l'action humanitaire. Deux (et presque trois) objectifs de résultats ont été atteints dans ce domaine (Figure 5). ONU Femmes a appuyé la participation accrue des femmes aux efforts de médiation et de prévention des conflits, a amélioré la sensibilité au genre de l'état de droit et la réforme du secteur de la sécurité, a veillé à ce que les efforts déployés pour lutter contre l'extrémisme violent et le terrorisme soient adaptés au genre, a renforcé des mécanismes de coordination humanitaire et a soutenu des femmes et des filles en situation de crise.

Figure 5.



36. Au total, 66 pays ont adopté des plans d'action nationaux en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité, 72 % avec des cadres de suivi et d'évaluation. En 2017, ONU Femmes a soutenu l'élaboration de plans d'action en Jordanie, au Népal et dans la Ligue des États arabes. Le Réseau des points focaux interrégionaux sur les femmes,

la paix et la sécurité, dont ONU Femmes est le secrétariat, est passé de 45 à près de 80 États et organisations régionales membres.

37. ONU Femmes a poursuivi son engagement auprès du Conseil de sécurité. En 2017, neuf femmes leaders de la société civile ont participé à des présentations au Conseil de sécurité avec le soutien d'ONU Femmes. Le partenariat d'ONU Femmes avec le Bureau d'appui à la consolidation de la paix a augmenté le financement des activités de promotion de l'égalité des sexes du Fonds pour la consolidation de la paix de 20 % en 2016 à 36 % en 2017.

38. Au Guatemala, ONU Femmes a soutenu les survivants de l'affaire Sepur Zarco dans la recherche de la vérité, de la justice et de réparations, aboutissant à la première condamnation pour violence sexuelle liée à un conflit devant un tribunal national. Au Libéria, ONU Femmes a collaboré de manière constructive avec le gouvernement et les partenaires de l'ONU pour travailler principalement sur l'inclusion, la participation des femmes et le leadership dans le Plan de transition du Libéria.

39. Depuis 2014, ONU Femmes fournit une expertise en matière de parité et soutient la participation significative des femmes aux processus de paix en Colombie, en Syrie et au Yémen. Au Yémen, les organisations de femmes soutenues par ONU Femmes ont formulé des recommandations spécifiques et accru leur influence dans le processus de paix.

40. L'année 2017 a été marquée par une augmentation du soutien aux programmes conjoints de promotion de l'état de droit en République centrafricaine, au Mali, dans l'État de Palestine et en Somalie. Dans l'État de Palestine, le plaidoyer d'ONU Femmes s'est traduit par une représentation accrue des femmes dans les institutions de justice et de sécurité et une plus grande participation des organisations de femmes dans les institutions judiciaires.

41. Depuis 2014, plus de 300 officiers militaires féminins ont suivi une formation dispensée par ONU Femmes en vue de leur déploiement dans des opérations de paix. En 2017, ONU Femmes, en partenariat avec Justice Rapid Response, a déployé 23 enquêteurs sur la violence sexuelle et sexiste, des conseillers en matière de genre et des mentors pour soutenir des enquêtes et des procédures judiciaires dans 11 pays, y compris les commissions de vérité au Mali où 20 % des membres clés de la commission sont maintenant des femmes. Au total, depuis 2014, ONU Femmes a déployé 71 experts pour soutenir les processus d'enquête et de responsabilisation, notamment auprès des autorités nationales et de la Cour pénale internationale.

42. S'assurer que la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme tiennent compte des spécificités de genre a été une priorité croissante pour ONU Femmes au cours de ce cycle du plan stratégique, en étroite collaboration avec la Direction exécutive et l'UNOCT. En 2017, ONU Femmes a lancé l'un de ses programmes les plus importants avec la participation de plus de 3 200 femmes dans des communautés en Indonésie et au Bangladesh pour renforcer la cohésion sociale et prévenir la radicalisation. Au Bangladesh, plus de 90 000 personnes ont assisté à 226 représentations théâtrales communautaires axées sur l'harmonie communautaire.

43. Travailler de manière cohérente avec d'autres entités des Nations Unies est fondamental pour progresser sur le programme pour les femmes, la paix et la sécurité. Dans ce domaine, ONU Femmes travaille en étroite collaboration avec la DAP, le DOMP, le Bureau du RSSG sur la violence et les conflits sexuels, le PBSO, le PNUD

et l'UNICEF, entre autres. En 2017, ONU Femmes et le HCDH ont soutenu les enquêtes de l'ONU. Avec l'EOSG, le HCDH, le HCR et l'ONU DC, ONU Femmes est l'un des principaux membres de la Cellule mondiale de coordination des activités policières, judiciaires et pénitentiaires.

44. Au cours de la période 2014-2017, les demandes adressées à ONU Femmes dans des contextes de sécurité dynamiques ont continué d'augmenter. La traduction des engagements mondiaux en actions concrètes reste un défi et le nouveau plan stratégique met un accent particulier sur cet aspect.

Aide humanitaire

45. L'engagement d'ONU Femmes dans l'action humanitaire a évolué significativement au cours de cette période du plan stratégique. ONU Femmes a affiné sa stratégie humanitaire et a élargi ses activités dans ce domaine.

46. En 2017, ONU Femmes a soutenu des mécanismes de coordination des activités humanitaires dans 16 pays et a fourni des services humanitaires directs à 121 000 femmes et filles en situation de crise. ONU Femmes a fourni des services d'autonomisation économique et de subsistance à 35 000 femmes et filles, et des possibilités d'éducation à 3 700 filles dans le cadre d'actions humanitaires dans 31 pays. ONU Femmes a déployé des experts techniques dans neuf situations de crises humanitaires, soit cinq fois plus de déploiements qu'en 2014.

47. En réponse à l'ouragan Irma dans les Caraïbes et en collaboration avec le FNUAP, ONU Femmes a distribué des fournitures essentielles à plus de 500 femmes et filles à Antigua-et-Barbuda et dans les îles Vierges britanniques. En Tanzanie, ONU Femmes a offert une formation professionnelle, des moyens de subsistance et une orientation vers des services de lutte contre la violence sexiste à l'intention des femmes réfugiées burundaises. Au Cameroun, ONU Femmes a fourni des services intégrés de protection et de génération de revenus à 5 400 réfugiées, à des personnes déplacées, des ex-otages de Boko Haram et des femmes vulnérables des communautés d'accueil. Au Bangladesh, ONU Femmes a négocié l'accès des femmes sages-femmes et des agents de santé aux camps de réfugiés Rohingya, sauvant potentiellement la vie de centaines de femmes enceintes et d'autres réfugiées ayant besoin de soins médicaux d'urgence.

48. ONU Femmes a coprésidé le *Groupe de référence sur l'égalité des sexes dans l'action humanitaire* du Comité permanent interorganisations (CPI), fournissant un appui technique pour concrétiser son engagement en faveur de l'égalité des sexes dans l'action humanitaire. En 2017, ONU Femmes a dirigé le développement de la nouvelle *Politique de l'IASC sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles* du CPI, actualisant les engagements du système humanitaire mondial en faveur de l'égalité des sexes et établissant un cadre de responsabilisation officiel pour surveiller son exécution.

49. ONU Femmes collabore en matière d'action humanitaire avec de nombreuses agences, y compris l'OCHA, le FNUAP, l'UNICEF, le HCR, l'UNISDR, la FICR et le PAM, pour mettre en œuvre des programmes spécifiques, y compris ses programmes humanitaires phares.

50. ONU Femmes a mis au point des approches novatrices, telles qu'une technologie blockchain et des interventions en espèces, pour permettre des changements

transformateurs pour les femmes et les filles en situation de crise. Ces évolutions ont été reflétées dans le nouveau plan stratégique, mettant l'accent sur le rôle d'ONU Femmes dans le suivi et la responsabilisation du système humanitaire par rapport à ses engagements pour l'égalité des sexes et l'exécution des initiatives de programme phares dans ce domaine.

E. **Domaine d'impact 5 : la gouvernance et la planification nationale reflètent pleinement une responsabilisation par rapport aux engagements et aux priorités en matière d'égalité des sexes**

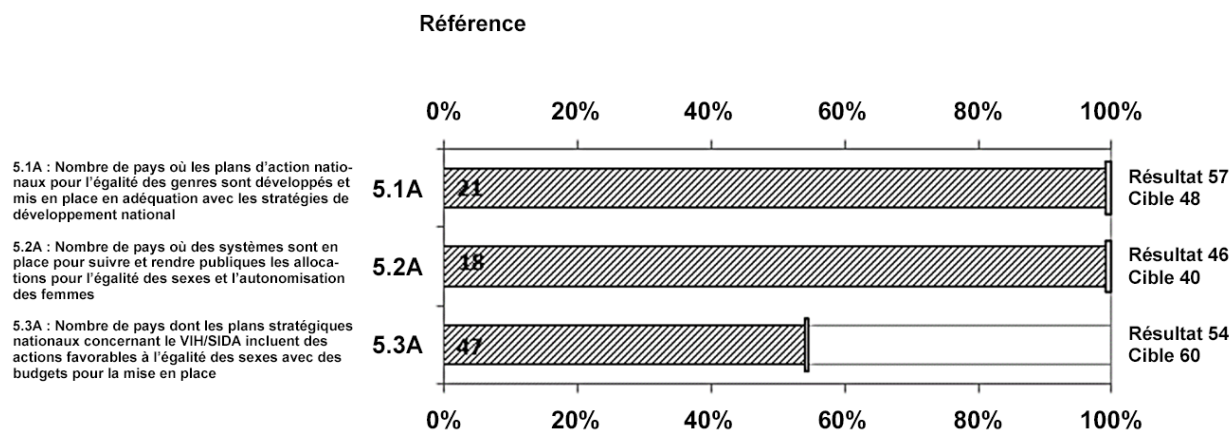
De 2014 à 2017 dans ce domaine d'impact :



Contribue aux ODD ci-dessus

51. ONU Femmes a soutenu des progrès significatifs vers l'intégration de l'égalité des sexes dans les plans et budgets nationaux, sectoriels et locaux, atteignant et/ou dépassant deux de ses trois objectifs de niveau de résultats (Figure 6). Depuis 2014, ONU Femmes a contribué à renforcer l'alignement entre les plans d'action nationaux pour l'égalité des sexes et les stratégies nationales de développement, la mise en place de systèmes de suivi des budgets dédiés à l'égalité des sexes et le renforcement des capacités des gouvernements, des défenseurs de l'égalité des sexes et des organisations féminines à intégrer les perspectives de genre dans les cycles de planification et de budgétisation.

Figure 6.



52. De 2014 à 2017, un total de 46 pays ont mis en place des systèmes pour suivre les allocations budgétaires pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, et rendre les données publiques. Avec le soutien d'ONU Femmes, la République dominicaine a mis en place un système de suivi des budgets dédiés à l'égalité entre les sexes, montrant que les allocations ont augmenté constamment depuis 2015. En Serbie, l'appui d'ONU Femmes à la budgétisation favorable à l'égalité des sexes a conduit à l'inclusion de l'égalité des sexes dans les objectifs et les programmes budgétaires de 47 institutions gouvernementales.

53. Depuis 2014, 43 pays ont signalé une augmentation des allocations budgétaires pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Au Mexique, avec l'appui d'ONU Femmes, l'allocation budgétaire pour l'égalité des sexes a augmenté de 37 % depuis 2012. Conformément au programme phare sur le financement transformateur, un nouveau partenariat avec le Fonds monétaire international (FMI) renforcera les capacités des gouvernements à mettre en œuvre une budgétisation favorable à l'égalité des sexes.

54. Rien qu'en 2017, 24 pays ont élaboré et mis en œuvre des plans d'action nationaux pour l'égalité des sexes et intégré les perspectives de genre dans leurs stratégies nationales de développement. Avec l'appui d'ONU Femmes, Cabo Verde a intégré l'égalité des sexes dans son nouveau Plan national de développement stratégique dans le cadre de la localisation des Objectifs de développement durable. Dans le cadre de son engagement à n'exclure personne, ONU Femmes a soutenu l'engagement de groupes de femmes vulnérables en Moldavie à définir des stratégies pour la deuxième Stratégie nationale d'égalité des sexes avec le gouvernement.

55. De 2014 à 2017, le soutien d'ONU Femmes s'est traduit par l'intégration d'actions d'égalité des sexes aux budgets dans les stratégies nationales de lutte contre le VIH dans 54 pays. Au Zimbabwe, ONU Femmes a soutenu des organisations de femmes vivant avec le VIH afin de plaider avec succès pour l'intégration d'actions spécifiques visant à améliorer la prévention de la transmission du VIH et les soins aux adolescentes et aux femmes, avec un budget associé approuvé de 8 millions d'USD. En 2017, ONU Femmes a renforcé la capacité de l'Autorité vietnamienne de lutte

contre le VIH/sida à suivre efficacement les sexospécificités des actions de lutte contre le VIH.

56. Les résultats ont été obtenus en travaillant à travers le cycle de planification et de budgétisation, et à travers les politiques fiscales et la législation. En outre, l'évaluation de l'approche d'ONU Femmes pour soutenir l'égalité des sexes dans le contexte du VIH/SIDA a montré que l'accent mis sur le renforcement des capacités des organes nationaux de coordination SIDA et l'engagement des femmes vivant avec le VIH constituait une valeur ajoutée significative. Les leçons tirées de ce domaine d'impact ont éclairé l'élaboration du plan stratégique 2018-2021, qui présente un cadre holistique pour la gouvernance et la participation sensibles au genre.

Répondre aux défis de la surveillance des ODD pour les femmes et les filles

En réponse aux lacunes importantes en matière de suivi favorable à l'égalité des sexes des ODD, ONU Femmes a travaillé avec des partenaires pour diriger l'élaboration de normes et de méthodologies dans plusieurs domaines, notamment l'Indicateur 5.1.1 (cadres juridiques pour promouvoir, appliquer et surveiller l'égalité et la non-discrimination fondée sur le sexe), 5.5.1b (proportion de femmes dans les administrations locales) et 5.c.1 (systèmes de suivi et de répartition des allocations publiques pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes).

Une réalisation clé de ce travail en 2017 est le reclassement par les IAEG-ODD des indicateurs 5.5.1b et 5.c.1 en Niveau II, reconnaissant que la méthodologie et la norme internationalement acceptées ont été développées avec succès. ONU Femmes et ses partenaires ont également élaboré une méthodologie pour l'indicateur 5.1.1.

Pour combler les lacunes dans les données, en particulier dans le contexte de la surveillance des ODD, le travail d'ONU Femmes sur les statistiques de genre a considérablement progressé avec le programme phare « Pour que chaque femme et chaque fille compte » qui vise à susciter un changement radical dans la façon dont les statistiques de genre sont créées et utilisées. En conséquence, ONU Femmes a incorporé un résultat sur les données dans le plan stratégique 2018-2021.

F. Domaine d'impact 6 : un dispositif exhaustif et dynamique de normes et de politiques relatives à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes à l'échelle mondiale

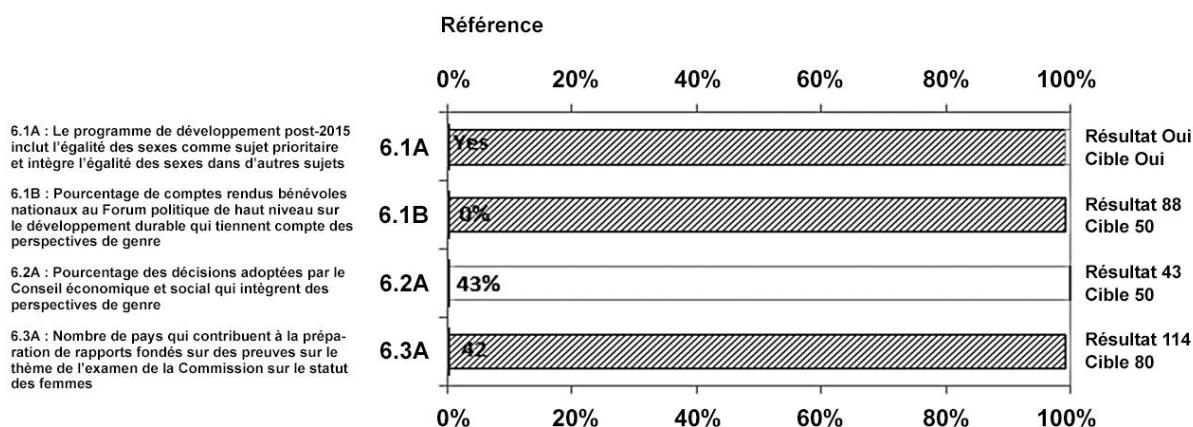
De 2014 à 2017 dans ce domaine d'impact :



Contribue à tous les ODD

57. La période 2014-2017 a été marquée par des succès significatifs dans la contribution d'ONU Femmes à l'élaboration de normes, de politiques et de normes mondiales sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (Figure 7).

Figure 7.



58. En particulier, l'analyse de fond d'ONU Femmes, l'engagement des parties prenantes et le plaidoyer ont appuyé la réflexion sur l'égalité des sexes en tant qu'objectif autonome et priorité transversale dans l'Agenda 2030 pour le développement durable, ainsi qu'un engagement fort en faveur de l'égalité des sexes dans le programme d'action d'Addis Abeba. S'appuyant sur ces étapes, ONU Femmes a soutenu des processus visant à surveiller leur mise en œuvre sensible au genre. En 2017, l'Entité a apporté des contributions substantielles au Forum politique de haut niveau sur le développement durable, qui comprenait l'examen de l'ODD 5, notamment en codirigeant les questions d'égalité des sexes et en fournissant des

conseils sur les liens entre ODD 5 et la mise en œuvre adaptée de l'Agenda 2030, qui a alimenté la Déclaration ministérielle.

59. Depuis 2014, la Commission de la condition de la femme (CSW) a connu une croissance et un engagement accrus. La CSW a produit plusieurs résultats substantiels, notamment la Déclaration politique marquant le 20^{ème} anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et les conclusions concertées adoptées à la 60^{ème} session avec une feuille de route pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable focalisée sur le genre.

60. En 2017, 2 130 fonctionnaires et plus de 3 900 organisations de la société civile ont participé à la CSW. ONU Femmes a appuyé les préparatifs de la 61^{ème} session, en étroite collaboration avec l'OIT sur les préparatifs de fond, et en organisant des réunions préparatoires régionales et des consultations, en convoquant un forum multipartite et en fournissant un appui technique aux consultations informelles. ONU Femmes a créé des opportunités de dialogue intergénérationnel en soutenant les voix des jeunes leaders féministes.

61. ONU Femmes s'est concentrée sur l'intégration des perspectives de genre dans d'autres processus normatifs, tels que le changement climatique, le VIH/sida, les villes durables et les établissements humains, les migrations et la situation des pays les moins avancés. Dans le cadre de son engagement avec la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le soutien technique et technique d'ONU Femmes au cours des cinq dernières années a contribué à l'adoption du premier Plan d'action sur le genre à la Conférence des Parties en 2017.

62. ONU Femmes a également fourni un appui technique à l'ECOSOC pour l'intégration de la dimension de genre et au Forum pour le financement du développement, ce qui a permis de reconnaître que les investissements consacrés à l'égalité des sexes étaient essentiels au développement durable. ONU Femmes a fourni une expertise de fond aux négociations de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, ce qui a débouché sur sa résolution reflétant un engagement à intégrer une perspective sexospécifique.

63. De 2014 à 2017, ONU Femmes a soutenu 64 gouvernements relevant de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ou de l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme, en coordination avec le HCDH et les équipes de pays des Nations Unies. En 2017, ONU Femmes a aidé la Colombie à faire rapport au Comité CEDAW, notamment à travers la coopération Sud-Sud. Au Népal, le soutien d'ONU Femmes a permis à la Commission nationale des femmes de plaider en faveur de réformes politiques et juridiques pour répondre aux observations finales de la CEDAW.

64. ONU Femmes a travaillé en étroite collaboration avec les Procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, en particulier le Rapporteur spécial sur la violence à l'égard des femmes, ses causes et ses conséquences, notamment dans le cadre de l'Initiative ONU Femmes/Union européenne contre la violence à l'égard des femmes et les filles dans les Balkans occidentaux et en Turquie et une étude mondiale sur la justice transitionnelle.

65. Le renforcement des normes mondiales, des politiques et des réglementations en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes a continué d'être le

fondement des activités opérationnelles d'ONU Femmes. Cela s'est reflété dans la structure des résultats du nouveau plan stratégique.

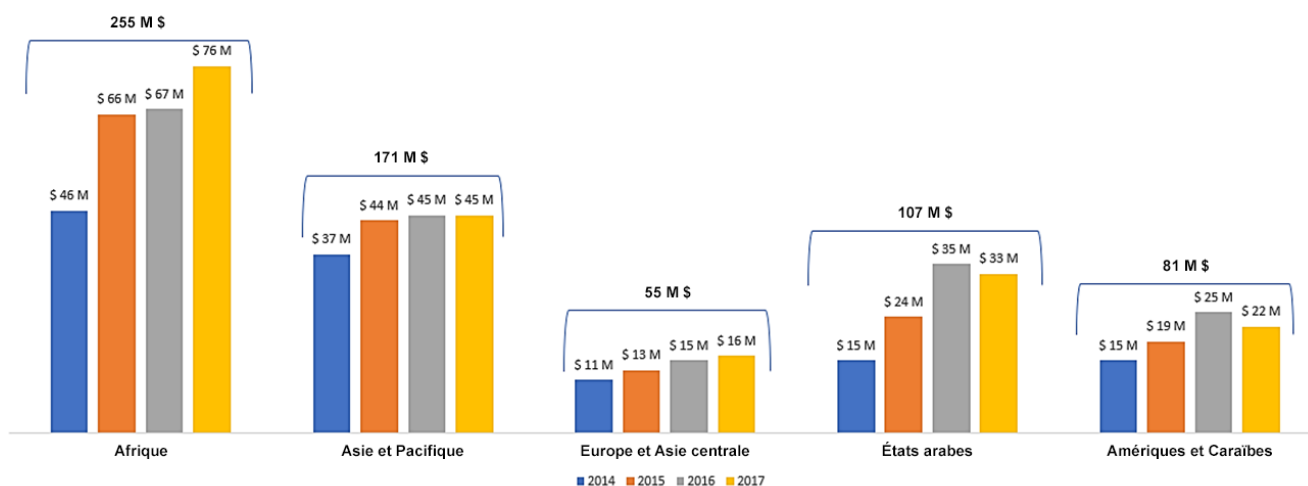
G. Dépenses réalisées au titre du programme et types de contribution

66. Les dépenses totales du programme entre 2014 et 2017 ont atteint 915,3 millions USD, dont 249 millions USD mis en œuvre en 2017. Les dépenses sur le terrain ont augmenté de 34 % au cours de la période de quatre ans, ce qui témoigne de la confiance croissante des partenaires et du succès de la mobilisation des ressources. Cette croissance a été réalisée parallèlement à des audits d'entreprise satisfaisants, reflétant la capacité de mise en œuvre d'ONU Femmes, soutenue par des processus opérationnels rationalisés.

67. Sur le plan géographique, le niveau le plus élevé des dépenses de programmes a été enregistré en Afrique subsaharienne, suivi de l'Asie-Pacifique (Figure 8). Sur le plan thématique, l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles a été la plus coûteuse (258 millions USD), suivie par les femmes, la paix, ainsi que la sécurité et l'action humanitaire (212 millions USD).

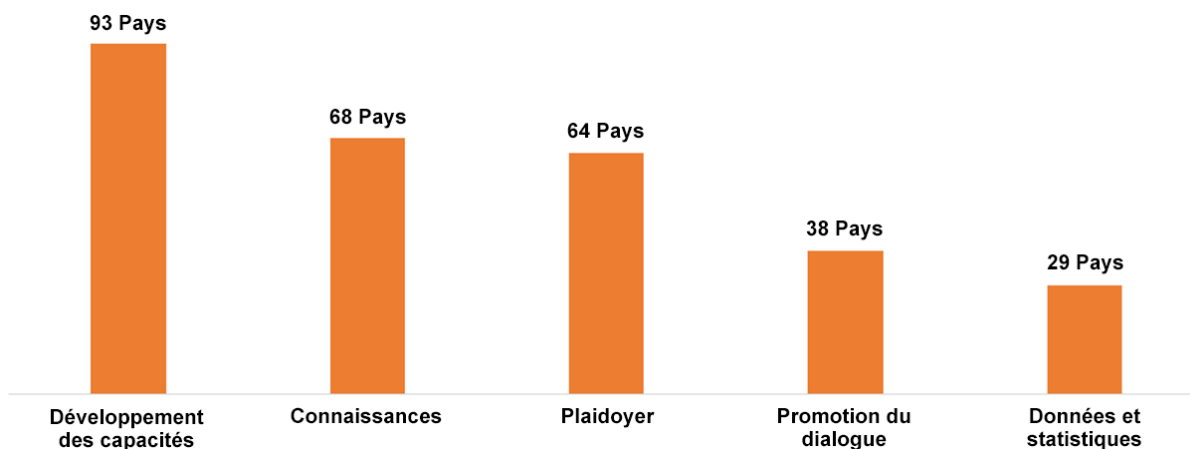
68. Ces tendances ont également été soutenues par un renforcement de l'orientation programmatique, ONU Femmes obtenant une réduction de 56 % du nombre total de résultats obtenus par tous les bureaux, en partie grâce à l'adoption des initiatives de programmation phare.

Figure 8.



69. En 2017, le renforcement des capacités a continué d'être une priorité dans le travail d'ONU Femmes, avec 57 % des fonds consacrés à cette catégorie (Figure 9). Dans le plan stratégique 2018-2021, ONU Femmes a clarifié les types de soutien qu'elle fournit pour mieux les aligner sur ses avantages comparatifs et le QCPR.

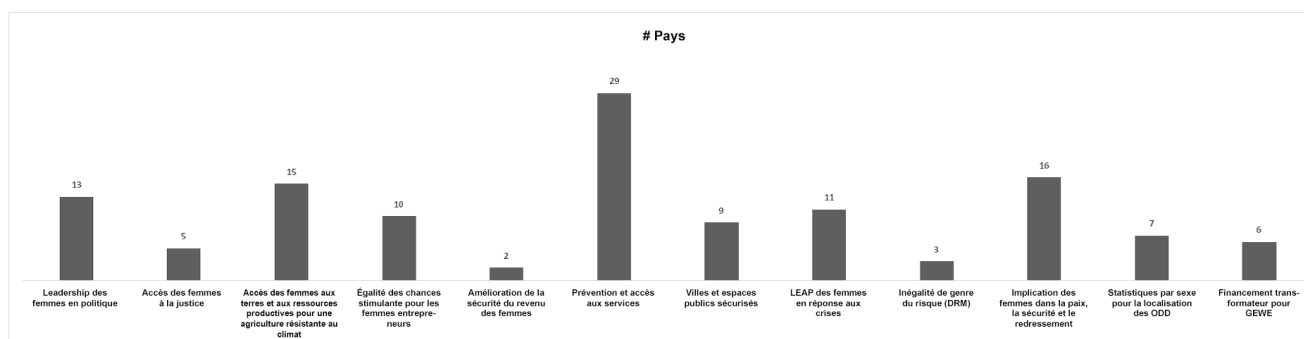
Figure 9.



H. Programmes phares

70. Un développement clé pour renforcer la programmation d'ONU Femmes entre 2014 et 2017 a été le développement d'initiatives de programmation phares (IPF). En 2017, 57 % des résultats de développement de 49 bureaux de pays étaient alignés sur les théories du changement des IPF. Le taux d'adoption élevé (figure 8) indique une orientation programmatique plus précise, fournit un cadre commun pour la collaboration au niveau national et soutient les efforts de mobilisation des ressources. Il convient de noter le IPF sur « la prévention de la violence à l'égard des femmes et l'accès aux services essentiels », qui a été adopté par 30 bureaux de pays.

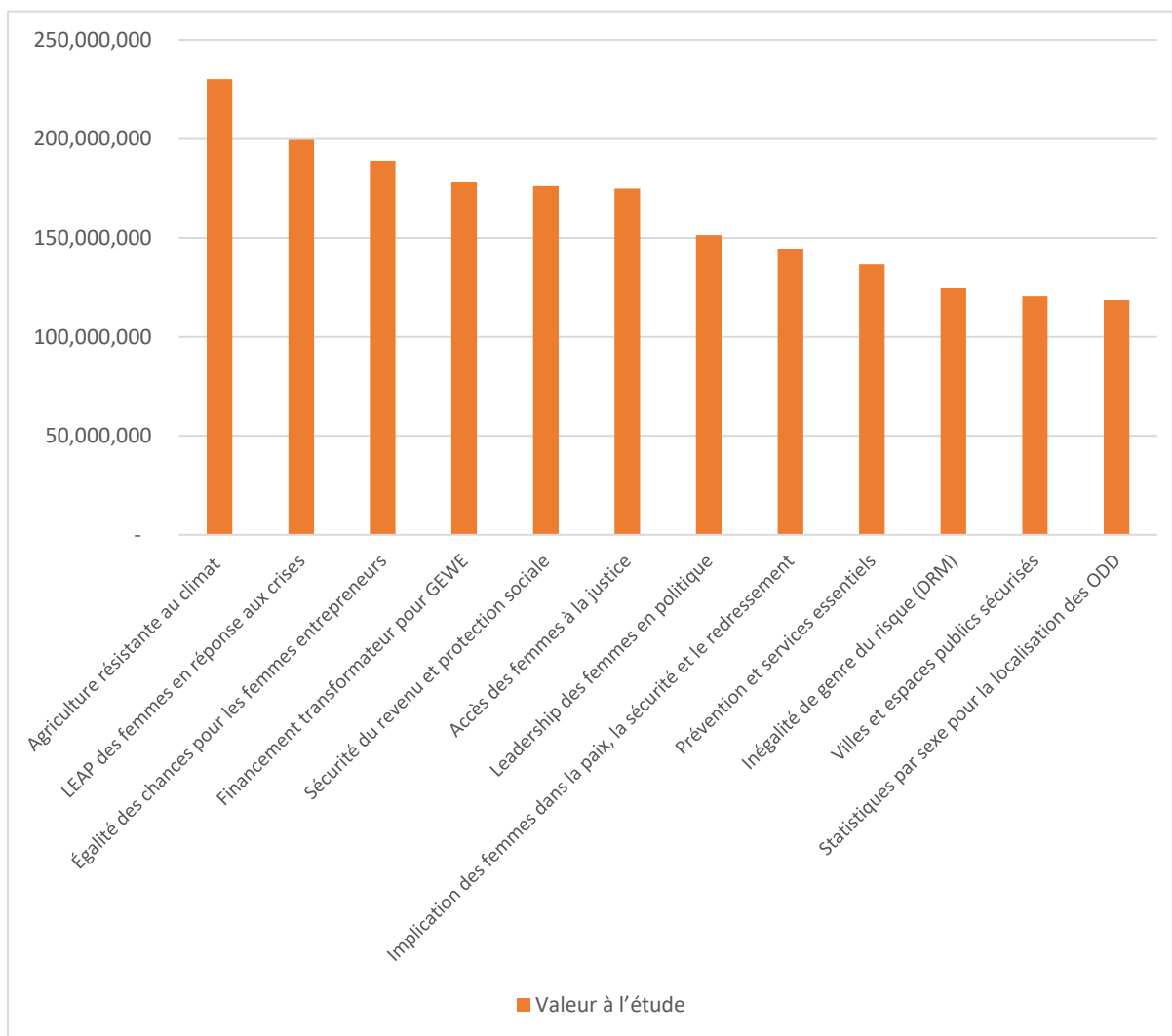
Figure 10.



71. Reconnaisant la valeur des IPF en tant qu'instrument de changement transformateur par le biais de partenariats, ils sont devenus la principale modalité du programme dans le nouveau plan stratégique, chaque résultat et sa théorie correspondante du changement étant liés à un IPF. Contrairement aux projets autonomes d'ONU Femmes, les IPF doivent se dérouler dans un cadre programmatique à l'échelle de l'ONU (initiatives phares de l'ONU, espace de travail commun du PNUAD, etc.) et la plupart d'entre eux devraient être mis en œuvre conjointement.

72. Comme le montre la figure 11, ONU Femmes a rapidement développé son portefeuille pour financer les IPF de manière équilibrée. Un défi majeur sera de capitaliser chaque IPF de manière équilibrée au cours des deux prochaines années.

Figure 11.



III. Évaluation de l'efficacité opérationnelle

73. Au cours du plan stratégique 2014-2017, ONU Femmes a réalisé des progrès significatifs en matière de performance organisationnelle, 26 objectifs sur 39 ayant été atteints. Les fonctions de la coordination, des partenariats, des actions de sensibilisation, des communications et du pôle de connaissances, ainsi que les fonctions d'évaluation des Nations Unies ont continué à appuyer les résultats du développement. En 2017, ONU Femmes a également continué de mettre en œuvre les

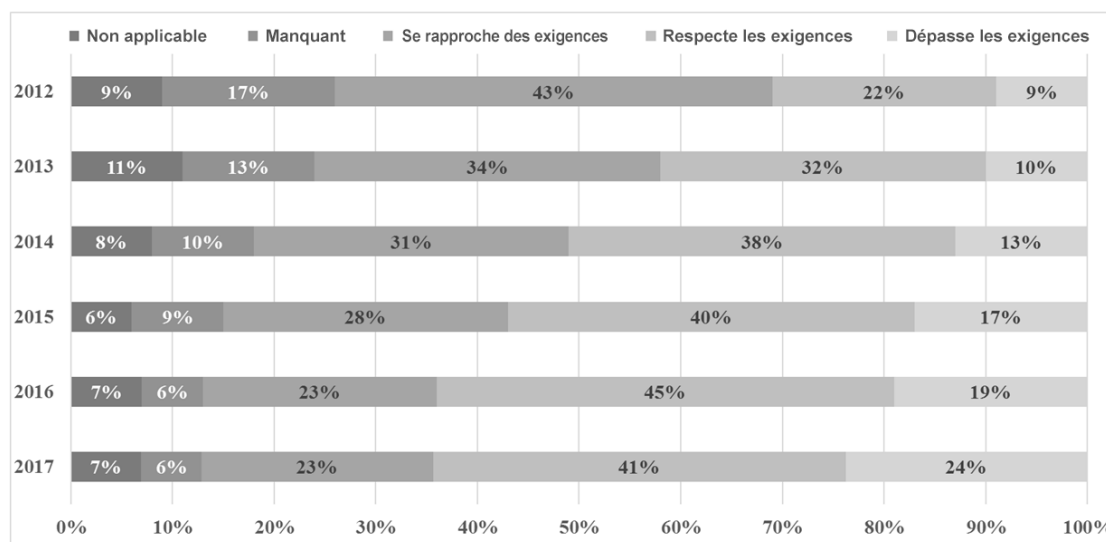
initiatives stratégiques issues de l'examen à mi-parcours du plan stratégique afin d'améliorer encore l'efficacité opérationnelle dans les domaines des systèmes et de la responsabilisation et des ressources humaines.

A. Coordination des Nations Unies

74. Depuis 2014, le travail d'ONU Femmes en matière de direction, de coordination et de promotion de la responsabilité du système des Nations Unies a gagné en importance et a contribué à l'obtention de résultats pour les femmes et les filles.

75. L'ONU-SWAP est devenu un cadre de signature imité par d'autres priorités au sein des Nations Unies et même par les gouvernements. À la fin de 2017, plus de 94 % de toutes les entités des Nations Unies avaient présenté des rapports sur le programme SWAP pendant six années consécutives, contre 79 % en 2012. Des progrès significatifs ont été réalisés par rapport à tous les indicateurs, la proportion de notations satisfaisant ou dépassant les exigences ayant plus que doublé depuis la première année (Figure 12).

Figure 12.



76. Grâce au renforcement de la coordination interinstitutions et de la formation dispensée par ONU Femmes, le nombre d'entités satisfaisant aux exigences en matière de suivi des ressources pour l'égalité des sexes a plus que doublé depuis 2012, pour atteindre un total de 28.

77. Le succès du premier ONU-SWAP a conduit au développement d'un cadre de deuxième génération renforcé, déployé en 2018, avec de nouveaux indicateurs de performance alignés sur les ODD. Dans le cadre du Groupe des Nations Unies pour le développement (ONUGD), ONU Femmes a également travaillé avec le PNUD pour mettre au point et mettre à l'essai un tableau de bord actualisé de la CNUC-SWAP dans six équipes de pays des Nations Unies.

78. La pleine participation d'ONU Femmes au Conseil des chefs de secrétariat et à ses organes subsidiaires a permis de mieux intégrer les perspectives de genre dans le travail des chefs d'agence. De même, la participation du Directeur exécutif au Comité exécutif du Secrétaire général a favorisé l'intégration des perspectives de genre dans les travaux des trois piliers de l'ONU.

79. En 2017, ONU Femmes a présidé le Comité des organisations co-parrainantes de l'ONUSIDA, qui a permis de mettre davantage l'accent sur l'égalité des sexes au sein du Programme commun, tout en affinant le mode de fonctionnement. En tant que membre du partenariat H6 de l'ONU, ONU Femmes a mis l'accent sur la réponse aux causes profondes de la mauvaise santé chez les femmes, les enfants et les adolescents. Cela a contribué à améliorer l'accès des femmes et des filles aux services de soins de santé et la connaissance de leurs droits. ONU Femmes a également été choisie comme présidente pour l'année 2018 du Groupe de soutien interorganisations pour la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

80. Au cours de la période 2014-2017, ONU Femmes a promu la parité entre les sexes au sein du système des Nations Unies, avec pour point culminant en 2017 le lancement de la stratégie du Secrétaire général pour la parité hommes-femmes.

81. Le rôle de ONU Femmes dans le GNUD a pris de l'importance depuis 2014. L'année dernière, ONU Femmes a dirigé et testé sur le terrain une méthodologie de repérage de l'égalité des sexes pour les équipes de pays des Nations Unies. ONU Femmes a également dirigé la mise à jour du manuel du GNUD sur l'intégration de la problématique hommes-femmes dans la programmation commune des Nations Unies au niveau des pays et le nouveau Guide du GNUD sur les groupes thématiques sur le genre.

82. Au niveau régional et national, ONU Femmes a continué de mettre l'accent sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable focalisé sur le genre, en publiant des notes d'orientation spécifiques régionales sur la localisation des ODD et en contribuant à l'élaboration de feuilles de route régionales. ONU Femmes, avec l'ONU-CESAP, a dirigé l'examen régional de l'ODD 5 au Forum Asie-Pacifique pour le développement durable.

83. Dans l'ensemble, 70 % des PNUAD présentent des résultats spécifiques en matière d'égalité des sexes en 2017. Tous les programmes conjoints seraient axés sur l'ODD 5 et 56 % porteraient explicitement sur l'égalité entre les sexes, soit une augmentation par rapport à 2016 alors que ce n'était le cas que pour 29 % des programmes conjoints.

84. Tout au long de 2017, ONU Femmes a contribué au processus de repositionnement du système de développement des Nations Unies en contribuant aux discussions et aux rapports. Il s'inspire des leçons apprises de son travail de coordination des Nations Unies, notamment celles soulignées dans l'évaluation 2016 de la fonction de coordination des Nations Unies, afin d'éclairer le nouveau plan stratégique 2018-2021 qui met l'accent sur la cohérence du système. stratégies pour ONU Femmes.

B. Partenariats

85. En 2014-2017, ONU Femmes a augmenté le nombre et amélioré la qualité des partenariats stratégiques, en mettant l'accent sur le soutien à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, en soutenant l'inclusion de groupes divers et en engageant également un large éventail d'acteurs à devenir des alliés.

86. En reconnaissance du rôle vital joué par les organisations féminines, ONU Femmes a continué de soutenir le mouvement des femmes. Cela a été réalisé par l'élargissement constant des groupes consultatifs de la société civile (GCSC) aux niveaux mondial, régional et national et en fournissant des plateformes pour amplifier les voix des groupes de femmes à tous les niveaux. En 2017 seulement, 14 GCSC ont été renouvelés ou établis. Conformément à son mandat universel, ONU Femmes a également renforcé ses partenariats avec des partenaires de la société civile au Canada, au Danemark et aux États-Unis, entre autres, en plus d'élargir les possibilités de collaboration Sud-Sud au sein de la société civile.

87. ONU Femmes élargit son soutien aux groupes principaux en favorisant la diversité et en incitant à une action commune par l'inclusion d'hommes et de garçons, de jeunes, d'activistes religieux et défendant les droits des personnes handicapées, des responsables autochtones et syndicaux ainsi que d'autres partenaires importants des GCSC et du rayonnement élargi de ONU Femmes. Lors de la 61^{ème} session de la Commission de la condition de la femme (CCFNU), ONU Femmes a organisé des discussions entre les acteurs religieux et les hommes et garçons sur les critères discriminatoires et les stéréotypes sexistes.

88. Ces vastes coalitions de soutien se sont avérées essentielles pour promouvoir ONU Femmes. Lancées en 2017, la plateforme Défenseurs de la rémunération égale (Equal Pay Champions) et la Coalition internationale sur la rémunération égale (EPIC) ont déjà permis une hausse des engagements du gouvernement afin d'assurer un salaire égal à travail égal. Le partenariat entre ONU Femmes et la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (WILPF) a accru l'intérêt porté à la participation significative des femmes à la paix.

89. Depuis son lancement en 2014, le mouvement HeForShe a encouragé 1,3 million d'hommes et de garçons à s'investir dans l'égalité des genres. Le projet IMPACT 10x10x10 a profité de l'impulsion créée par cette initiative pour obtenir des engagements concrets de la part de chefs d'État, PDG et présidents d'universités afin de faire évoluer les choses dans leurs secteurs. Les défenseurs IMPACT du secteur privé ont accepté de publier annuellement les données sur la parité des genres au sein de leur entreprise, ce qui constitue une étape significative pour accroître la transparence et parvenir au changement. La police du Sussex et Danone ont rejoint le premier ministre du Canada en tant que défenseurs thématiques du mouvement HeForShe pour soutenir cette action dans leurs domaines respectifs.

90. ONU Femmes a aussi élargi son champ d'action au secteur privé depuis 2014, faisant augmenter le nombre de ses partenaires de 12 à 38. ONU Femmes suscite des partenariats pour favoriser une mobilisation et des résultats conjoints auprès de femmes et des filles. En 2017, ONU Femmes a soutenu le lancement de Unstereotype Alliance, une alliance de 26 entreprises internationales qui se sont engagées à utiliser la publicité pour éliminer les stéréotypes nuisibles et promouvoir une image non biaisée des femmes et des hommes. La Coalition mondiale de l'innovation pour le changement (GICC), composée de 22 partenaires issus de divers secteurs, a également été lancée pour mettre l'accent sur l'innovation, la technologie et l'entrepreneuriat.

91. En Afrique du Sud, en Égypte et au Brésil, grâce à un partenariat avec Coca-Cola, 9 000 femmes ont pu acquérir des connaissances commerciales, bénéficier de formations aux fonctions d'encadrement et accéder aux actifs financiers. ONU Femmes et Unilever collaborent actuellement pour améliorer la sécurité des femmes travaillant sur la chaîne d'approvisionnement, ce qui touche jusqu'à 30 000 femmes. La collaboration entre ONU Femmes et le Comité international olympique a été renforcée et l'accent mis sur le nombre croissant de pays encourageant les fillettes porteuses de handicap à travers le sport.

C. Sensibilisation et communication

92. Les bilans des communications d'ONU Femmes depuis 2014 ont largement dépassé les objectifs fixés, contribuant ainsi à accroître la sensibilisation du public aux questions liées à l'égalité des genres et la visibilité d'ONU Femmes. En 2017, 23 500 rapports médiatiques ont présenté ONU Femmes. Plus de 60 organes de presse adhérant au pacte médiatique « Franchissons le pas pour l'égalité des sexes » se sont engagés à accroître la représentation des femmes dans leurs salles de rédaction et dans les contenus d'actualité, dont *Thomson Reuters*, *France 24*, *le Huffington Post*, et *la Deutsche Welle*.

93. Le nombre d'adeptes des médias sociaux qui était de 640 000 en 2014 a connu une forte augmentation et s'élevait à 6,5 millions en 2017. ONU Femmes a créé 88 comptes de médias sociaux dans le monde en 14 langues, notamment sur Facebook, Twitter, Instagram, Weibo, Google+, LinkedIn, Snapchat, et Pinterest. Sur Twitter, le compte d'ONU Femmes en anglais international a été classé premier pour son interaction dans l'étude mondiale de *twiplomacie*. Le directeur exécutif est arrivé second dans le classement des dirigeants mondiaux les plus suivis sur LinkedIn.

94. Lors de la Journée internationale de la femme et de la 61^{ème} session de la commission sur la condition de la femme, la couverture médiatique a touché 90 pays avec 4 000 rapports journalistiques. Pendant les 16 Jours d'activisme contre les violences faites aux femmes, 4 615 rapports médiatiques ont été recueillis dans 97 pays. Les hashtags d'ONU Femmes tels que #WomensDay, #CSW61, et #orangetheworld ont créé un suivi potentiel compris entre 167 millions et 1,2 milliard d'utilisateurs. Les messages sur les pages mondiales de Facebook ont atteint un total de 8,2 millions d'utilisateurs uniques.

95. En 2017, le partenariat avec WPP a permis d'obtenir 500 000 \$ d'annonces pro bono en faveur d'ONU Femmes sur les principales plateformes telles que Amazon et Spotify. Le partenariat d'ONU Femmes avec Facebook a rapporté 50 000 \$ de crédits de publicité gratuite.

96. En 2017, ONU Femmes a remporté le Shorty Award pour sa campagne #StopTheRobbery et le Webby Award du meilleur site internet activiste pour sa chronologie sur « L'empreinte des femmes dans l'histoire ». ONU Femmes a aussi présenté sa première exposition de photos sur les questions humanitaires, intitulée *Vulnerable to Risk, Vital to Recovery*, au siège de l'ONU. ONU Femmes a réalisé et présenté son second film en réalité virtuelle pour montrer l'histoire des réfugiés syriens au Liban.

97. ONU Femmes poursuit ses efforts et développe ses canaux de communication en vue d'accroître la mobilisation de l'opinion et d'élargir son rayonnement, y compris

après de nouveaux publics. Alors que l'environnement des médias sociaux continue d'évoluer, ONU Femmes adapte ses efforts, dirige son contenu et son engagement vers de nouvelles impulsions pour influencer de manière positive les vies des femmes et des filles.

D. Pôle de connaissances et coopération Sud-Sud

98. Durant la période 2014-2017, la fonction de pôle de connaissances d'ONU Femmes a soutenu efficacement les résultats de développement. Parmi les réalisations importantes on compte le lancement de plusieurs rapports phares, le développement de programmes statistiques liés aux genres, la participation croissante à la formation à l'égalité homme-femme et l'engagement accru résultant de la coopération Sud-Sud.

99. En 2015, après le succès du lancement de Progrès des femmes dans le monde, le premier [rapport régional complémentaire](#) a été lancé en Amérique latine et aux Caraïbes en 2017, prouvant ainsi l'émancipation économique spécifique des femmes de cette région. En 2017, les préparatifs de la nouvelle édition de *Progress* ont continué avec la mise en œuvre de documents de référence axés sur la politique et l'analyse statistique. Une évaluation concernant ce rapport phare a établi qu'il est largement utilisé, considéré pour sa grande qualité, et positionne ONU Femmes en chef de file de la connaissance internationale sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes. Pour amplifier son impact, ONU Femmes privilégie l'élargissement de son rayonnement, l'adhésion accrue des principaux intervenants et l'influence des processus politiques à travers ce rapport.

100. Un nouveau rapport de suivi international, *Traduire les promesses en actions : L'égalité des sexes dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030* a été finalisé et lancé au début 2018, fournissant la première évaluation complète de l'Agenda 2030 dans une perspective de genre. D'autres ouvrages de connaissance se sont développés, tels qu'une série de dossiers politiques et six nouveaux documents publiés dans la [série Document de Discussion](#).

101. En 2017, ONU Femmes a développé 51 cours et attiré 52 441 utilisateurs issus de 194 pays différents sur son site d'apprentissage numérique. Le cours intitulé « I Know Gender » a été suivi par 24 000 personnes depuis son lancement en 2015. Une communauté de pratique sur l'apprentissage pour l'égalité des genres rassemble environ 1 900 professionnels dans le but de partager des approches efficaces pour apprendre à travailler sur l'égalité des sexes.

102. ONU Femmes continue d'accroître sa coopération Sud-Sud et triangulaire en soutenant 62 pays. Les domaines d'intérêt particulier sont une budgétisation favorable à l'égalité des genres, les réalisations de statistiques de genres et la coopération accrue pour mettre fin aux violences faites aux femmes. La coopération Sud-Sud et triangulaire a été identifiée comme un facteur de changement dans le plan stratégique 2018-2021. ONU Femmes développe une stratégie pour amplifier et systématiser le travail mené dans ce domaine.

E. Gestion axée sur les résultats, transparence, systèmes et responsabilité

103. Depuis 2014, ONU Femmes a réalisé des avancées significatives en vue de renforcer sa culture de résultat, grâce à une amélioration de ses normes de Gestion Axée sur les Résultats (GAR) et des capacités de son personnel. Une évaluation régulière et indépendante de la qualité a permis de constater une tendance positive dans la qualité de la planification et de la présentation des rapports, 80 % de toutes les notes stratégiques se trouvant qualifiées des termes excellentes ou de bonnes, et une amélioration de la qualité des rapports annuels.

104. Le lancement du Système de Gestion Axée sur les Résultats (SGAR) a joué un rôle majeur dans le renforcement des performances durant ce cycle de planification stratégique. Le SGAR a simplifié le processus de planification, de suivi et de présentation de rapports, et amélioré l'efficacité, la responsabilité et la transparence. Le SGAR a permis à ONU Femmes de lier les résultats aux ressources, améliorant son processus décisionnel d'allocations de ressources. En 2017, ONU Femmes a développé un module de projet conformément aux normes de la dernière Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IATI).

105. ONU Femmes a aussi continuer de renforcer et rationaliser les processus opérationnels en 2017, en gérant ses systèmes et son infrastructure informatiques de manière très efficace grâce à l'exploitation des technologies dématérialisées, atteignant l'objectif fixé de 99 % de disponibilité des systèmes.

106. Le Système de gestion des accords avec les donateurs a été reconnu en 2017 par l'Évaluation de l'architecture régionale en tant qu'outil performant majeur fournissant au personnel les informations pertinentes sur plus de 900 accords signés par les donateurs. ONU Femmes a aussi établi un Centre mondial de service virtuel pour assurer des services décentralisés à l'échelle de l'organisation en ce qui concerne les rapports financiers des donateurs. Ce qui permet à ONU Femmes de présenter plus de 2 000 rapports de donateurs chaque année, grâce aux rapports financiers informatisés et axés sur les résultats des donateurs.

107. D'autres processus d'automatisation par les TIC ont été appliqués à la gestion financière depuis 2014, notamment pour les rapports financiers, les avances exceptionnelles aux partenaires et les rapports de livraison de projets. Ces systèmes ont permis une meilleure intégration de la planification de programmes et de la gestion financière dans le plan stratégique 2018-2021.

108. ONU Femmes a reçu une opinion d'audit sans réserve pour la sixième fois consécutive de la part du Comité des commissaires aux comptes de l'ONU. Le taux de réalisation pour les recommandations d'audit externes ont augmenté de manière significative pour atteindre 83 %. De la même façon, le taux de réalisation d'ONU Femmes pour les recommandations d'audit externes a augmenté pour atteindre 99 %.

109. Durant la période 2014-2017, ONU Femmes a effectué des progrès considérables pour intégrer son cadre de gestion des risques aux processus commerciaux principaux et pour renforcer les processus opérationnels. Le registre des risques organisationnels d'ONU Femmes a permis d'identifier et de répondre de manière proactive aux risques significatifs liés à l'application du plan stratégique et a contribué à l'élaboration du nouveau plan.

F. Ressources Humaines

110. Globalement, les objectifs fixés pour les indicateurs relatifs aux ressources humaines ont été atteints, étant donné que ONU Femmes continue d'encourager l'engagement, le déploiement et le développement stratégiques d'une force de travail flexible, très qualifiée et motivée. Vers la fin 2017, la force de travail d'ONU Femmes a atteint le nombre de 2 250 personnes, ce qui correspond à une hausse de 15 % en 3 ans, dont 76 % travaillent sur le terrain. La force de travail d'ONU Femmes comprend 147 nationalités différentes et un pourcentage élevé de femmes occupent des fonctions de direction (80 %).

111. Des réalisations majeures ont été accomplies depuis 2014, comme le développement de nouvelles conceptions des tâches et de nouveaux modes de recrutement pour raccourcir la durée du recrutement ; l'application de stratégies pour promouvoir la mobilité interne ; l'intégration de systèmes pour la planification et le contrôle du personnel, notamment des études régulières auprès du personnel.

G. Évaluation

112. Au niveau de l'organisation, le Bureau indépendant d'évaluation a veillé à la couverture des zones clés du plan stratégique 2014-2017 en effectuant une évaluation complète du soutien normatif d'ONU Femmes, de la coordination du système et de l'activité opérationnelle de l'ONU. Celle-ci a consisté à réaliser sept évaluations d'ensemble ; quatre méta-analyses ; deux contrôles de gestion conjoints sur les politiques et les pratiques relatives à l'égalité des sexes ; et 116 évaluations décentralisées.

113. En 2017, les rapports d'évaluation jugés plus que satisfaisants se sont stabilisés à 100 %, tandis que les rapports sur l'utilisation des résultats de l'évaluation ont atteint 86 %.

H. Mobilisation des ressources

114. ONU Femmes a connu une croissance spectaculaire ces quatre dernières années. En 2017, les recettes d'ONU Femmes s'élèvent à 369 millions de dollars US, son revenu total le plus élevé depuis sa création.

115. Les autres ressources ont connu une croissance particulièrement forte ayant atteint 214,2 millions de dollars US, soit une croissance de 20 % depuis 2016 et une croissance annuelle de 10 % depuis 2014. Une somme de 28,3 millions de dollars US a été directement affectée au programme FPIs (Initiatives de partenariat de grande envergure), procurant ainsi à ONU Femmes des ressources affectées à des fins génériques.

116. Même si les ressources ont augmenté, elles restent en dessous des objectifs fixés par le Budget intégré. ONU Femmes poursuit sa collaboration avec tous les donateurs pour donner la priorité aux contributions aux ressources ordinaires, conformément aux directives du QCPR (Examen quadriennal complet).

117. Les États membres contribuent à plus de 80 % des financements d'ONU Femmes, 112 gouvernements ayant contribué. Les contributions du secteur privé issues de grandes entreprises et de fondations ont presque doublé depuis 2014 pour atteindre 12,3 millions de dollars US en 2017.

118. ONU Femmes a piloté des fonds d'investissement pour quatre Comités nationaux en 2017 dans la perspective de programmes de dons individuels. Ce soutien a contribué à accroître leurs contributions de 1,1 million de dollars US en 2014 à 6,3 millions de dollars US en 2017.

119. Malgré ces améliorations, le financement d'ONU Femmes reste en dessous des ambitions de l'Entité. Une nouvelle stratégie de mobilisation de ressources donnera la priorité à un financement global diversifié en provenance des secteurs public et privé, notamment en suscitant des sources innovantes de financement, telles que le financement participatif, la collecte de fonds numérique, les dons publics, la mobilisation des particuliers à valeur nette élevée.

IV. Conclusions

120. ONU Femmes a contribué à l'obtention de résultats considérables et porteurs de changement en faveur des femmes et des filles entre 2014 et 2017. Deux millions de femmes et de filles vivent actuellement dans des pays dotés de meilleurs politiques en faveur de l'émancipation économique des femmes et 1,5 million de femmes et de filles sont mieux protégées des violences grâce à des cadres juridiques renforcés. Cependant, accélérer et maintenir le changement demeure un défi. Créer un environnement favorable à l'accomplissement de l'égalité véritable reste une stratégie essentielle.

121. Depuis sa création, ONU Femmes a consacré des efforts importants à la mise en œuvre de partenariats solides avec le système des Nations Unies, les organisations féminines et d'autres intervenants clés soutenant son action. Que ce soit par les Initiatives de programmation d'envergure, élargissant le soutien aux nouvelles circonscriptions, ou par la coopération Sud-Sud et triangulaire accrue, cette collaboration axée sur l'impact est devenue la clé de voûte du nouveau plan stratégique 2018-2021. Elle s'aligne sur les demandes des pays membres en vue d'un repositionnement du système de développement des Nations Unies.

122. L'action d'ONU Femmes en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes s'effectue dans un environnement complexe. La visibilité mondiale de l'égalité des genres et des droits des femmes est plus forte que jamais, mais cela ne représente qu'une étape vers le changement transformatif. Transformer les structures qui étayaient l'inégalité des genres exige une volonté politique, les politiques adéquates, du temps, des ressources et un engagement systématique.

123. Cette vérité s'applique surtout aux femmes et jeunes filles victimes de formes de discrimination multiples et convergentes, pour répondre à l'appel lancé par l'Agenda 2030 demandant à ne laisser personne en retrait. L'ONU Femmes affine en permanence la mesure de ses résultats afin de s'assurer que son programme soit bénéfique à ceux qui en ont le plus besoin.

124. La mise en œuvre favorable à l'égalité des sexes de l'Agenda 2030 représente une opportunité à ne pas manquer pour engendrer un changement en profondeur pour les femmes et les jeunes filles. Afin de soutenir les États membres et les partenaires clés dans cette mise en place, l'ONU Femmes mettra à profit les ressources développées lors des quatre dernières années. L'intégration accrue et les synergies que l'ONU Femmes a progressivement bâties entre son support normatif, la coordination ONU et les activités opérationnelles représentent désormais une

constante du programme de l'ONU Femmes. Cette dernière est complétée par la gestion des connaissances de l'ONU Femmes, comme entité possédant le plus grand vivier de connaissances concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Le nouveau plan stratégique s'appuie sur ces éléments et sur d'autres avantages comparatifs pour soutenir les résultats.

125. Alors que les ressources et l'influence de l'ONU Femmes ont pris une importance considérable ces quatre dernières années, de nouveaux investissements sont nécessaires à l'Entité afin de progresser vers la réalisation des aspirations qui ont conduit à sa création. Cela inclut la garantie que l'ONU Femmes ait une présence nationale significative dans les équipes nationales de l'ONU, ainsi que les moyens de soutenir le reste du système de l'ONU pour intensifier de façon cohérente ses efforts pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

126. À cette fin, l'ONU Femmes espère continuer son étroite collaboration avec les États membres et le conseil d'administration afin de mettre pleinement en œuvre son plan stratégique et d'offrir des changements en profondeur pour les femmes et les jeunes filles d'ici 2021.

V. Éléments de décision

Le Conseil d'administration est invité à :

- a. prendre connaissance du Rapport annuel du Secrétaire général adjoint/Directeur exécutif sur la mise en œuvre du plan stratégique 2014-2017 ;
- b. saluer les progrès réalisés depuis 2014 et les réalisations telles que décrites dans le rapport ;
- c. féliciter l'ONU Femmes sur son excellente performance à ce jour ; et
- d. encourager l'ONU Femmes à continuer d'utiliser les leçons tirées du plan stratégique 2014-2017 afin de soutenir la mise en place du plan stratégique 2018-2021.